

2025

Actions canadiennes Rapport d'investissement durable

FIERA CAPITAL



Imprimé par une entreprise issus des
premières nations sur du papier 100 % recyclé

Table des matières

Notre équipe . . . 3

2025 Des réalisations concrètes dans une année remplie de défis . . . 4

Une mise à jour sur nos investissements durables en 2025 . . . 6

Section I Intégration de la durabilité . . . 10

Quelles sont les pratiques d'affaires durables? . . . 10
Comment la durabilité est-elle intégrée dans notre recherche? . . . 11
Ligne du temps pour l'intégration de la durabilité . . . 12
Stratégie phare d'actions canadiennes – Aperçu . . . 13
Actions canadiennes « core » – Aperçu . . . 14
Actions canadiennes sans combustibles fossiles – Aperçu . . . 15
En vedette : l'amélioration de l'analyse sectorielle . . . 16

Section II Actionnariat actif . . . 18

Engagement avec les entreprises . . . 20
Pleins feux sur l'engagement . . . 22
Étude de cas sur l'engagement . . . 25
Votes par procuration . . . 27
Études de cas sur les propositions d'actionnaires . . . 28

Section III Collaboration sectorielle . . . 30

Le point sur nos efforts de collaboration . . . 31

Section IV Climat . . . 32

Progrès réalisés par rapport à notre engagement zéro émission nette . . . 33
Performance climatique de nos stratégies . . . 35

Notes de fin . . . 36

Il s'agit d'une communication commerciale.

Notre équipe[1]



Charles Nadim
CFA
Chef,
Actions canadiennes
28 ans d'expérience



Nicholas Smart
CFA
Gestionnaire de portefeuille principal, Actions canadiennes
18 ans d'expérience



Colin McPherson
CFA
Gestionnaire de portefeuille, Actions canadiennes
20 ans d'expérience



Elena Gorbatkova
CFA
Gestionnaire de portefeuille, Actions canadiennes
20 ans d'expérience



Guneet Sahni
MBA, CFA
Analyste principal,
Actions canadiennes
19 ans d'expérience



Benjamin Abou
B.A.A.
Analyste principal,
Actions canadiennes
5 ans d'expérience



Micha Abbas
B.Com
Analyste,
Actions canadiennes
1 an d'expérience

Ce que nous pouvons faire pour vous

Actions canadiennes	Notre stratégie phare
Actions canadiennes éthique	Notre stratégie phare avec un filtre éthique
Actions canadiennes sans combustibles fossiles	Notre stratégie phare avec un filtre pour éviter les investissements dans les combustibles fossiles
Actions canadiennes – « Core »	Notre stratégie à écart de suivi plus faible

INTÉGRATION DE LA DURABILITÉ

2025
Des réalisations concrètes dans une année remplie de défis

Dans notre Rapport d'investissement durable précédent, nous décrivions 2024 comme une année où les fondements du mouvement de l'investissement durable commençaient à montrer des signes de fragilité. Il est difficile de décrire 2025 autrement que comme une année où ces fondements ont été davantage mis à l'épreuve. Lorsque l'investissement durable est perçu comme un enjeu politiquement polarisant, l'élan qui le soutient peut fluctuer au gré des changements de gouvernement. Cette situation a remis en question l'importance accordée à la durabilité dans les stratégies d'investissement. Il était peu probable que l'intégration des facteurs de durabilité aux décisions d'investissement et les progrès des sociétés dans l'atteinte de leurs engagements suivent un parcours linéaire et sans embûches, surtout à l'approche de 2030, année où de nombreuses cibles de décarbonation arriveront à échéance.



Nos portefeuilles n'ont pas échappé à cette tendance. À mesure que les entreprises précisent les enjeux qu'elles jugent les plus importants, nous observons une évolution de leurs engagements et de leurs pratiques de divulgation.

En 2025, nous avons vu certaines sociétés en portefeuille retirer leurs engagements de carboneutralité et réduire la divulgation de certaines mesures liées au capital humain. Ce fut notamment le cas d'une banque canadienne qui a abandonné son objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et qui a réduit la communication d'indicateurs relatifs au capital humain, invoquant des risques juridiques aux États-Unis. Malgré ces ajustements, nous avons observé une amélioration globale de la qualité de l'information divulguée par les sociétés en portefeuille, accompagnée d'un regain d'attention sur la transparence et la pertinence des enjeux présentés par les entreprises. Toromont Industries en est un bon exemple. Bien que l'entreprise ait été lente à adopter les meilleures pratiques en matière de communication, elle a récemment réalisé des progrès importants en privilégiant la matérialité de ses enjeux et en améliorant la qualité de l'information partagée. Les rapports sur la durabilité évoluent et passent d'une approche favorisant les communications et le marketing à une démarche davantage intégrée à la stratégie d'entreprise, fondée sur un niveau de rigueur analytique qui se rapproche de celui des rapports audités. Il s'agit d'une approche que nous apprécions particulièrement et que nous continuons d'encourager au sein des sociétés que nous détenons en portefeuille. Toutefois, en l'absence d'exigences réglementaires obligatoires sur la divulgation liée à la durabilité, il est peu probable que l'information publiée atteigne le même niveau de qualité et de fiabilité que l'information financière.

En 2025, nous nous sommes concentrés sur le travail concret de l'investissement durable. Nous avons continué à approfondir notre compréhension des facteurs de durabilité qui influencent les sociétés de notre portefeuille, nous avons intensifié notre dialogue avec celles-ci et nous avons défini davantage de cibles d'engagement qui sont à la fois réalisables et alignées avec nos objectifs de placement. Nous avons toujours privilégié une approche fondée sur les données pour l'investissement durable, toujours sans s'appuyer sur les cotes ou les classements fournis par des tiers pour évaluer les entreprises. Dans le cadre de cette approche, nous avons lancé un nouveau projet d'analyse sectorielle approfondie qui nous a aidé à mieux cerner les critères de qualité nécessaires pour évaluer les sociétés, tout en nous permettant également de renforcer notre programme d'engagement.

Notre philosophie de placement, axée sur les pratiques d'affaires durables, soit des pratiques qui maintiennent ou accroissent la valeur d'une entreprise aujourd'hui sans compromettre sa capacité à créer de la valeur à l'avenir, repose sur le principe de la matérialité financière. Cette philosophie nous a permis de mieux résister aux vents contraires auxquels l'investissement durable est confronté aujourd'hui. Bien que notre démarche puisse se transformer afin de répondre aux attentes de nos clients et de nous adapter à un contexte en constante évolution, notre philosophie demeure inchangée, peu importe les fluctuations de l'élan de l'investissement durable.

Nous vous remercions de votre confiance et de votre soutien continu, et espérons que vous apprécierez la lecture de notre rapport d'investissement durable 2025!

Équipe des actions canadiennes

Une mise à jour sur nos investissements durables en 2025

Bien que 2025 ait été une année difficile pour l'investissement durable, le travail concret accompli par notre équipe s'est poursuivi. Nous avons notamment renforcé notre approche fondée sur les données en matière d'intégration des facteurs de durabilité, grâce à une nouvelle démarche d'analyse sectorielle plus approfondie.

Intégration de la durabilité

L'analyse sectorielle des facteurs de durabilité fait depuis longtemps partie de notre démarche, mais en 2025, nous avons entrepris de la perfectionner et de la renforcer. Notre méthodologie révisée privilégie les indicateurs clés qui constituent les principaux vecteurs de durabilité propres à chaque secteur, contrairement à notre approche précédente, plus générale. Cette analyse est également davantage fondée sur les données, grâce à la mise en place de bases de données sectorielles nous permettant d'établir des profils plus rigoureux sur nos entreprises en portefeuille et qui sont étroitement liées à notre stratégie d'engagement.

Lisez la Section I :
En vedette : l'amélioration de l'analyse sectorielle

Intégration de la durabilité

Bien que **les sociétés que nous détenons en portefeuille continuent de progresser** sur plusieurs indicateurs clés de durabilité, nous avons observé une baisse importante des engagements visant l'adoption de cibles à court terme de réduction des émissions fondées sur la science au sein de nos placements en actions canadiennes[2,3]. Cette diminution s'explique principalement par le retrait des banques canadiennes de l'Alliance bancaire Net Zéro (Net-Zero Banking Alliance, NZBA)[4]. Ainsi, 48 % de nos titres en actions canadiennes[5,6] se sont engagés, ou prévoient s'engager, à adopter une cible à court terme de réduction des émissions fondées sur la science[7], comparativement à 67 % en 2024.

100 %

des sociétés en portefeuille de nos fonds d'actions canadiennes[8,9] fournissent de l'information en matière de durabilité,

semblables aux constats de 2024

---

86 %

des sociétés en portefeuille de nos fonds d'actions canadiennes[10,11] fournissent de l'information conforme aux recommandations du Sustainability Accounting Standards Board,

contre 82 % en 2024

Actionnariat actif

Depuis 2023, **24 % des objectifs[12] d'engagement ont été atteints** avec les sociétés en portefeuille. Des objectifs d'engagement sont établis pour nos sociétés afin de mesurer les progrès de notre programme d'engagement.

Lisez la Section II :

Actionnariat actif – Études de cas sur l'engagement

Progrès réalisés dans le cadre de notre programme d'engagement

2025

Atteints[13]	24 %
En cours[14]	75 %
Nombre d'objectifs	98

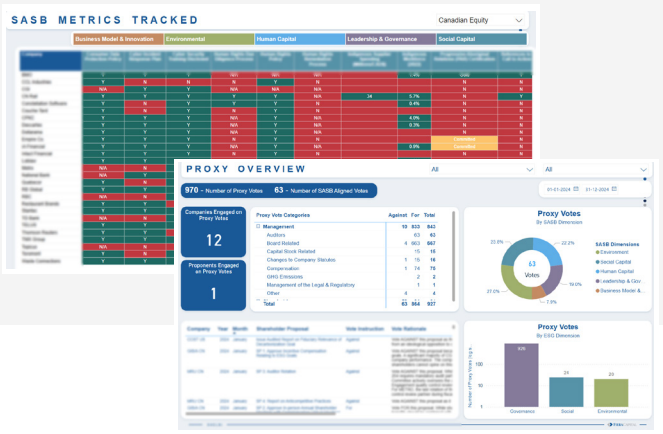
2024

Atteints[13]	20 %
En cours[14]	79 %
Nombre d'objectifs	71

Au 31 décembre 2025.

Présentation de SHELBi

SHELBi est une base de données créée par l'équipe Actions canadiennes en 2020 afin de suivre et de gérer les aspects quantitatifs et qualitatifs de la durabilité dans nos portefeuilles. Nous suivons actuellement plus de 60 paramètres correspondant aux cinq dimensions définies par le Sustainability Accounting Standards Board (SASB), à savoir : le capital social, le capital humain, l'environnement, le leadership et la gouvernance ainsi que le modèle d'affaires et l'innovation.



Source : Tableau de bord interne relatif aux actions canadiennes (SHELBi) au 31 décembre 2025.

Actionnariat actif

Nous avons exercé notre droit de vote sur 81 propositions d'actionnaire en 2025. Chaque proposition d'actionnaire fait l'objet de recherches afin d'évaluer le risque pour l'entreprise mis en évidence par l'auteur(-trice) de la proposition. Chaque proposition d'actionnaire est soumise à un processus rigoureux élaboré à l'interne afin d'en évaluer l'importance pour l'entreprise.

Lisez la Section II :

Actionnariat actif – Votes par procuration

Actionnariat actif

Nous avons visité 6 établissements de sociétés en portefeuille en 2025. Le fait de rencontrer les entreprises dans leurs installations, leurs centres de distribution et leurs sites de projets nous procure une perspective qui ne s'acquiert pas dans une salle de conférence ou de réunion. Bien que nous ayons mené plus de 90 engagements en 2025, les visites d'établissements nous ont permis de nous entretenir avec des dirigeants clés au-delà de la haute direction, nous offrant ainsi une compréhension plus globale des sociétés qui composent notre portefeuille.

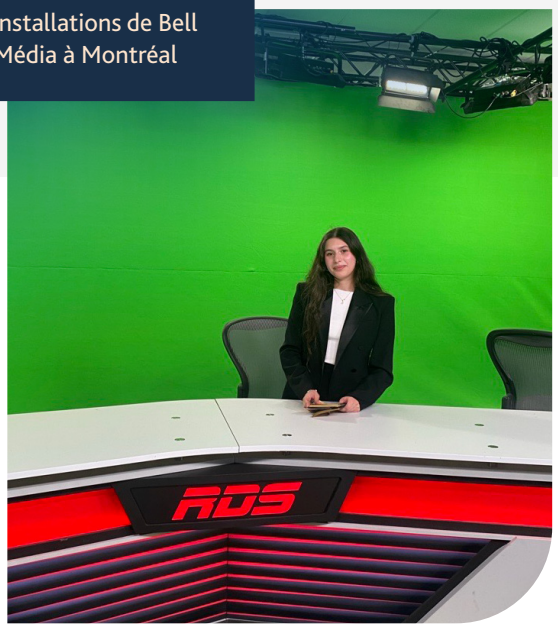
Visite des nouveaux restaurants concepts de Burger King.



Visite du site de Bombardier à Toronto



Visite des installations de Bell Média à Montréal



Source : Photos prises par l'équipe Actions canadiennes lors de visites d'établissements de sociétés en portefeuille.

Climat

Le point sur notre engagement Net Zero Asset Managers (« NZAM »). Nous avons continué à respecter notre engagement NZAM pour notre stratégie Sans combustible fossile, qui comporte deux objectifs clés à l'horizon 2030 :

- Une réduction de 55 % de l'intensité carbonique moyenne pondérée (portée 1 et 2) par rapport à l'indice TSX (point de référence : 2019);
- Un objectif d'engagement visant à assurer que 90 % des émissions financées (portée 1 et 2) sont carboneutres, en phase avec une trajectoire carboneutre ou font l'objet d'un engagement direct ou collectif (point de référence : 2021).

Lisez la Section IV :
Engagement zéro émission nette

Net Zero Asset Managers Initiative

Collaboration sectorielle

Nous sommes restés membres d'Engagement climatique Canada (« ECC »). ECC est une initiative dirigée par le secteur financier qui favorise le dialogue entre la communauté financière et les sociétés émettrices afin de promouvoir une transition juste vers une économie carboneutre. Nous sommes membres de sept groupes d'ECC. Deux de nos gestionnaires de portefeuille et trois de nos analystes interagissent avec les responsables de diverses sociétés dans les secteurs des biens de consommation de base, des produits industriels et de l'énergie.

Depuis que nous nous sommes joints à ECC en 2023,

21 %

des objectifs d'engagement

que nous nous étions fixés à l'interne dans le cadre de nos engagements avec le ECC ont été atteints.



Section I Intégration de la durabilité

Quelles sont les pratiques d'affaires durables?

Nous estimons important de définir de façon formelle les pratiques d'affaires durables que nous examinons dans le cadre de notre processus d'investissement et pour nos clients. Autrement dit, il s'agit de pratiques qui visent à préserver ou à accroître la valeur d'une société aujourd'hui, sans compromettre sa capacité à prospérer à l'avenir.

SASB STANDARDS
Now part of IFRS Foundation

L'intégration de ces pratiques s'inspire des cinq dimensions clés du Sustainability Accounting Standards Board (SASB) : le capital social, le capital humain, l'environnement, le leadership et la gouvernance, ainsi que le modèle d'affaires et l'innovation. En d'autres termes, toute réflexion sur la durabilité concerne autant le personnel d'une entreprise que son rôle dans la société, ses objectifs et résultats environnementaux, l'efficacité de sa direction et sa planification à long terme, ainsi que ses décisions d'allocation du capital. Ces caractéristiques sont toutes essentielles pour bâtir des entreprises résilientes et prospères dans le temps.

Cette définition de la durabilité s'harmonise étroitement avec notre philosophie d'investissement à long terme. Elle nous permet de mieux évaluer des facteurs tels que la qualité, l'allocation du capital, la solidité opérationnelle, la culture d'entreprise et la pérennité des activités, qui sont tous nécessaires au succès de nos placements et à l'atteinte des objectifs de nos clients. Ces thèmes clés sont intégrés à notre processus de recherche et d'analyse.

Comment la durabilité est-elle intégrée à notre recherche?

Notre équipe utilise une évaluation normalisée de 21 questions portant sur la qualité et la valorisation pour effectuer une recherche fondamentale approfondie. Cette analyse aide à mettre en évidence les sociétés qui présentent des avantages concurrentiels durables, une gestion de grande qualité, un bilan solide, un historique éprouvé et d'autres caractéristiques pertinentes. De nombreux facteurs liés à la durabilité servent à évaluer la qualité de l'entreprise.

Voici quelques-uns des liens directs avec la durabilité ressortant de notre modèle de recherche fondé sur 21 questions.

Q1
La société a-t-elle des avantages concurrentiels durables?

> **Q1.1**
L'entreprise investit-elle/innove-t-elle pour assurer la pertinence à long terme de ses produits/services? L M

Q2
Les risques opérationnels pour la société sont-ils importants?

> **Q2.3**
Quelle est la vulnérabilité aux changements technologiques, environnementaux ou sociaux? La société a-t-elle déjà été prises avec des difficultés liées à ces changements dans le passé?
S E L M

> **Q2.10**
Dans quelle mesure les répercussions des changements climatiques sur l'entreprise sont-elles importantes? Fournir un résumé des risques climatiques (selon les normes du GIFCC).
E M

Q3
La société a-t-elle une bonne gestion alignée sur les actionnaires?

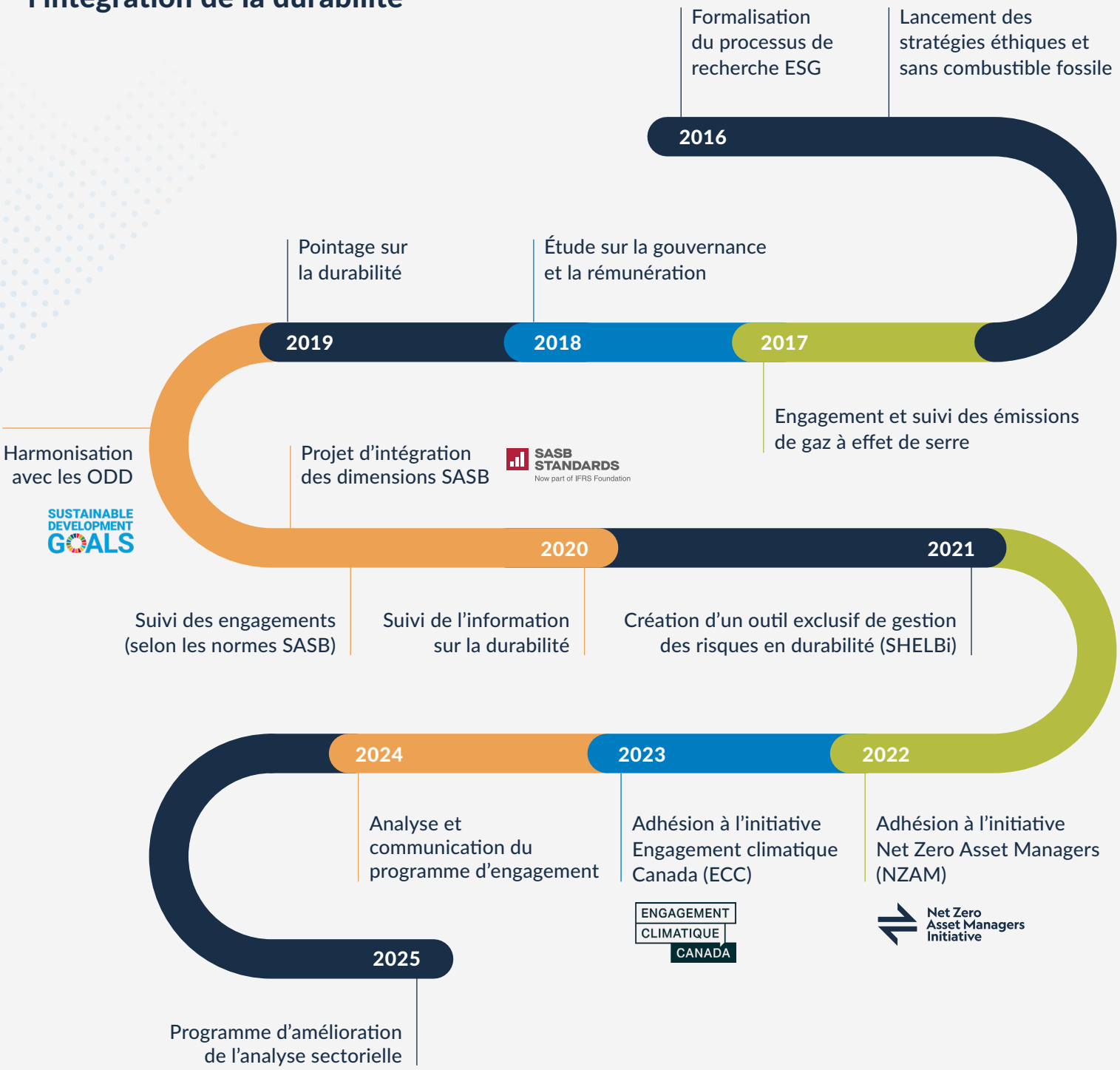
> **Q3.8**
La façon dont l'entreprise traite ses employés est-elle durable?
H M

Q11
Les tendances à long terme sont-elles favorables pour cette société?

> **Q11.3**
Sur le plan structurel, l'entreprise profite-t-elle des possibilités de favoriser la durabilité? S E B

S Capital social H Capital humain E Environnement L Leadership & gouvernance M Modèle d'affaires et innovation

Ligne du temps pour l'intégration de la durabilité*



* Tous les droits relatifs aux marques de commerce, aux marques et aux logos contenus dans les présentes appartiennent à leur propriétaire respectif. L'utilisation de ces marques et logos par Fiera Capital et ses filiales n'implique aucune affiliation avec leurs propriétaires ou l'aval de ces derniers.

Stratégie phare d'actions canadiennes – Aperçu

Capital social

↓ **52 %** Publication d'information sur la main-d'oeuvre autochtone[15]	= **7 %** Publication d'information sur les dépenses autochtone[16]	↑ **31 %** Certification PAIR[17]	↑ **97 %** Formation en cybersécurité[18]

Capital humain

↓ **3,6** Moyenne de la notation Glassdoor[19]	↑ **62 %** Croissance moyenne des emplois sur cinq ans[20]	= **93 %** Politique de santé et sécurité[21]	↑ **97 %** Politique en matière de dénonciation[22]

Environnement

↑ **90 %** Publication d'information sur les émissions de GES[23]	↓ **48 %** Cibles à court terme de réduction des émissions basées sur des données scientifiques[24]	↓ **83 %** Politique d'efficacité énergétique[25]	↓ **48 %** Politique d'utilisation de l'eau[26]

Leadership & gouvernance

↑ **6,8** Ancienneté moyenne des chefs de la direction[27]	↑ **45 %** Actionnaire à long terme[28]	↑ **55 %** Rémunération des cadres liée aux indicateurs ESG[29]	↓ **23 %** Taux d'imposition effectif médian[30]

Modèle d'affaires & innovation

= **100 %** Publication d'information sur la durabilité[31]	↑ **85** Moyenne de l'âge de la société (années)[32]	↑ **86 %** Publication d'information liée au SASB[33]	↓ **79 %** Publication d'information liée au GIFCC[34]

↑ Amélioration par rapport au 31 décembre 2024

↓ Dégradation par rapport au 31 décembre 2024

= Identique au 31 décembre 2024

Source : Tableau de bord interne relatif aux actions canadiennes (SHELBi) au 31 décembre 2025. Données calculées à l'interne en s'appuyant sur les données de Bloomberg et de Glassdoor.

Actions canadiennes « core » – Aperçu

Capital social

- **47 %** Publication d'information sur la main-d'oeuvre autochtone[35]
- **17 %** Publication d'information sur les dépenses autochtones[36]
- **28 %** Certification PAIR[37]
- **92 %** Formation en cybersécurité[38]

Capital humain

- **3,7** Moyenne de la notation Glassdoor[39]
- **50 %** Croissance moyenne des emplois sur cinq ans[40]
- **92 %** Politique de santé et sécurité[41]
- **97 %** Politique en matière de dénonciation[42]

Environnement

- **81 %** Publication d'information sur les émissions de GES[43]
- **33 %** Cibles à court terme de réduction des émissions basées sur des données scientifiques[44]
- **81 %** Politique d'efficacité énergétique[45]
- **56 %** Politique d'utilisation de l'eau[46]

Leadership & gouvernance

- **6,1** Ancienneté moyenne des chefs de la direction[47]
- **39 %** Actionnaire à long terme[48]
- **61 %** Rémunération des cadres liée aux indicateurs ESG[49]
- **23 %** Taux d'imposition effectif médian[50]

Modèle d'affaires & innovation

- **97 %** Publication d'information sur la durabilité[51]
- **84** Moyenne de l'âge de la société (années)[52]
- **78 %** Publication d'information liée au SASB[53]
- **72 %** Publication d'information liée au GIFCC[54]

↑ Amélioration par rapport au 31 décembre 2024

↓ Dégradation par rapport au 31 décembre 2024

= Identique au 31 décembre 2024

Source : Tableau de bord interne relatif aux actions canadiennes (SHELBi) au 31 décembre 2025. Données calculées à l'interne en s'appuyant sur les données de Bloomberg et de Glassdoor.

Actions canadiennes sans combustibles fossiles – Aperçu

Capital social

- **56 %** Publication d'information sur la main-d'oeuvre autochtone[55]
- **7 %** Publication d'information sur les dépenses autochtones[56]
- **30 %** Certification PAIR[57]
- **96 %** Formation en cybersécurité[58]

Capital humain

- **3,6** Moyenne de la notation Glassdoor[59]
- **65 %** Croissance moyenne des emplois sur cinq ans[60]
- **93 %** Politique de santé et sécurité[61]
- **96 %** Politique en matière de dénonciation[62]

Environnement

- **89 %** Publication d'information sur les émissions de GES[63]
- **48 %** Cibles à court terme de réduction des émissions basées sur des données scientifiques[64]
- **82 %** Politique d'efficacité énergétique[65]
- **44 %** Politique d'utilisation de l'eau[66]

Leadership & gouvernance

- **6,5** Ancienneté moyenne des chefs de la direction[67]
- **44 %** Actionnaire à long terme[68]
- **52 %** Rémunération des cadres liée aux indicateurs ESG[69]
- **23 %** Taux d'imposition effectif médian[70]

Modèle d'affaires & innovation

- **100 %** Publication d'information sur la durabilité[71]
- **87** Moyenne de l'âge de la société (années)[72]
- **85 %** Publication d'information liée au SASB[73]
- **78 %** Publication d'information liée au GIFCC[74]

↑ Amélioration par rapport au 31 décembre 2024

↓ Dégradation par rapport au 31 décembre 2024

= Identique au 31 décembre 2024

Source : Tableau de bord interne relatif aux actions canadiennes (SHELBi) au 31 décembre 2025. Données calculées à l'interne en s'appuyant sur les données de Bloomberg et de Glassdoor.



En vedette : **l'amélioration de l'analyse sectorielle**

Q : Qu'est-ce que l'analyse sectorielle?

L'analyse sectorielle consiste à adapter l'évaluation des enjeux de durabilité aux caractéristiques économiques, réglementaires et opérationnelles propres à chaque secteur d'activité afin d'identifier les risques et les possibilités les plus susceptibles d'avoir une incidence financière importante.

Q : Pourquoi est-il important d'adapter l'analyse de la durabilité à chaque secteur?

C'est la différence entre un éclairage ciblé et un projecteur trop puissant qui met tout en évidence sans distinction. Autrement dit, **l'analyse sectorielle nous permet de mieux comprendre une entreprise et de concentrer nos efforts sur les enjeux les plus importants pour les sociétés en portefeuille.** Par exemple, les risques physiques liés au climat et l'exposition de souscription sont particulièrement importants dans le secteur de l'assurance de dommages, tandis que les plaintes des consommateurs et les interruptions de réseau sont des enjeux importants dans le secteur des télécommunications. Une approche générique de la durabilité risque de passer à côté d'enjeux essentiels propres à un secteur donné. En ciblant ce qui compte réellement pour chaque industrie, nous nous assurons que notre analyse demeure précise, pertinente et alignée sur la création de valeur à long terme.

Q : Quoi de neuf dans l'approche de l'équipe en matière d'analyse sectorielle?

Même si l'analyse sectorielle axée sur la durabilité fait depuis longtemps partie intégrante de notre processus, nous avons franchi une étape importante en 2025 en améliorant notre méthodologie afin de la rendre plus précise et plus utile. Notre méthodologie révisée accorde désormais la priorité aux indicateurs clés qui constituent de véritables facteurs de durabilité pour chaque secteur, contrairement à notre approche précédente, plus générale. Nous avons également renforcé le caractère analytique de notre démarche en développant des bases de données propres à chaque secteur. Cela nous permet de dégager des constats plus approfondis qui alimentent directement notre stratégie d'engagement auprès des sociétés en portefeuille. Cette approche garantit une analyse à la fois rigoureuse et pratique.

Q : Comment l'équipe identifie-t-elle et priorise-t-elle les enjeux de durabilité les plus importants pour chaque secteur?

Voici le processus que nous suivons :

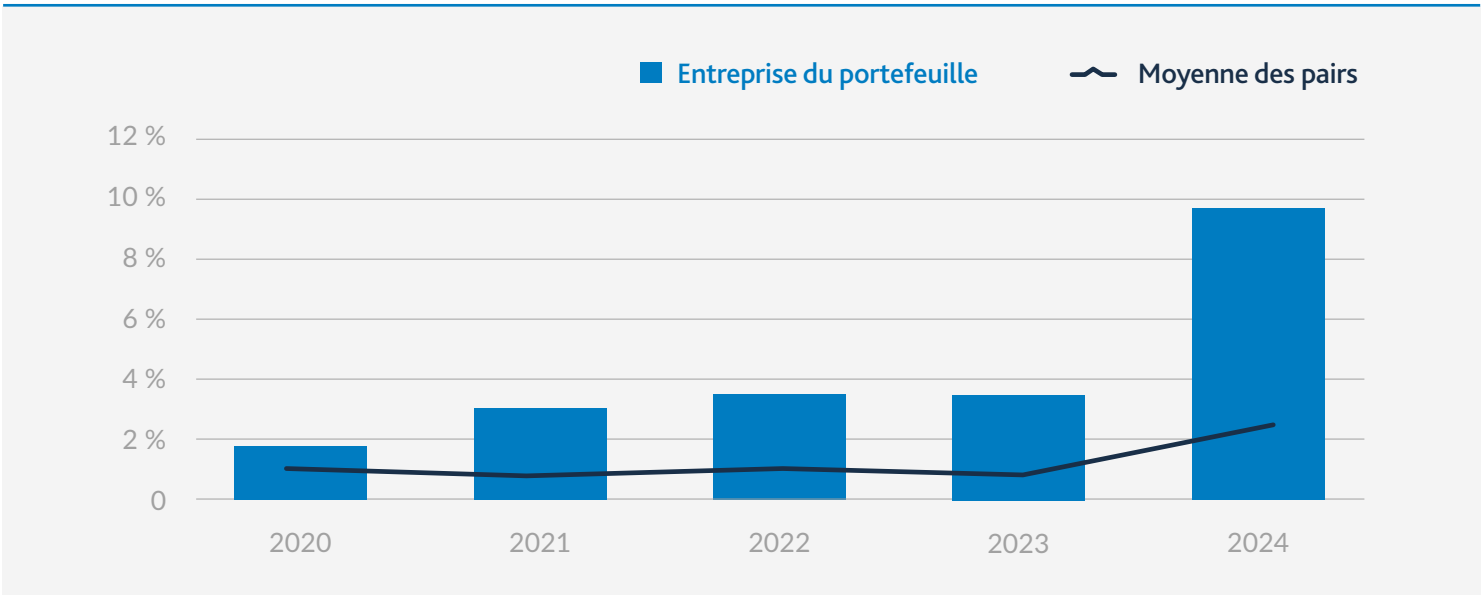
- **Identifier les données propres au secteur :** Nous commençons par dresser une liste exhaustive d'indicateurs fondée sur la carte de matérialité du *Sustainability Accounting Standards Board (SASB)*, les exigences de divulgation propres aux différents territoires ainsi que les indicateurs que les entreprises et leurs pairs considèrent déjà comme importants dans leur secteur.
- **Sélectionner les indicateurs clés :** L'analyste responsable du secteur réduit ensuite cette liste aux indicateurs les plus critiques, soit ceux qui présentent le plus fort potentiel d'incidence financière et qui sont les plus appropriés pour notre évaluation de la qualité de l'entreprise.
- **Recueillir les données :** Nous compilons les données historiques associées à ces indicateurs pour l'ensemble des entreprises pertinentes du secteur.
- **Réaliser une analyse comparative guidée par les données :** Nous effectuons ensuite une analyse approfondie et comparative afin de faire ressortir les tendances, les écarts et les occasions d'amélioration. Ces observations nous aident à établir nos priorités et à orienter notre stratégie d'engagement.

Q : Pouvez-vous donner un exemple concret de l'application de la matérialité sectorielle?

Absolument. Prenons l'exemple du transport ferroviaire de marchandises.

Grâce au processus décrit ci-dessus, nous avons identifié plusieurs indicateurs de durabilité importants pour ce secteur en Amérique du Nord, notamment l'efficacité énergétique des locomotives, l'utilisation de carburants renouvelables, les taux de blessures corporelles[75], les ratios d'accidents ferroviaires[76] ainsi que plusieurs autres mesures pertinentes. L'analyse comparative de l'utilisation de carburants renouvelables s'est révélée particulièrement instructive puisqu'elle nous a permis d'identifier l'une de nos participations canadiennes comme un chef de file du secteur en Amérique du Nord. Grâce à cette approche, cette société et ses clients pourraient être mieux protégés contre la volatilité du prix du diesel grâce à une proportion plus élevée de carburants renouvelables et de biocarburants dans le mélange utilisé pour alimenter ses locomotives.

Entreprise du portefeuille comparativement à la moyenne des pairs
Utilisation de carburant renouvelable pour locomotives (%)



Source : Analyse sectorielle du transport ferroviaire de marchandise en Amérique du Nord.

Q : Comment cette approche s'aligne-t-elle sur la philosophie d'investissement de l'équipe?

Rappelons que nous recherchons des entreprises qui adoptent des pratiques d'affaires durables, c'est-à-dire des pratiques qui maintiennent ou accroissent la valeur d'une entreprise aujourd'hui sans compromettre sa capacité à créer de la valeur à l'avenir. Notre analyse d'indicateurs propres à chaque secteur nous aide à déterminer certaines de ces pratiques. Nous utilisons ensuite les résultats de cette analyse pour appuyer nos activités d'engagement auprès des sociétés en portefeuille au moyen de données probantes. **L'objectif est que cette analyse ainsi que nos échanges avec les sociétés viennent enrichir davantage notre évaluation de la qualité de celles-ci.**

Q : Quels sont les principaux défis de cette approche?

Les lacunes en matière de données constituent le principal défi de ce type d'analyse. Dans de nombreux secteurs, les divulgations liées à la durabilité ne sont pas normalisées. Par conséquent, certaines données peuvent être absentes pour des sociétés comparables ou être présentées de manière incohérente. Lorsque cela est possible, nous tentons d'harmoniser les données afin d'en améliorer la comparabilité. Toutefois, l'amélioration de la divulgation de ces indicateurs devient souvent un objectif d'engagement auprès des sociétés en portefeuille. Dans la plupart des cas, les fournisseurs de données tiers n'offrent pas ce niveau de données détaillées. Il s'agit donc d'un exercice exigeant beaucoup de temps, qui nécessite une analyse secteur par secteur. Une fois que la base de données d'un secteur est établie, il suffit de de mettre à jour les données régulièrement et d'améliorer l'analyse de manière continue.

Un autre défi réside dans l'évolution des pratiques de divulgation. Certaines entreprises réduisent le nombre d'indicateurs communiqués, tandis que d'autres élargissent leurs divulgations sous l'effet de pressions externes ou à la suite d'une révision des enjeux qu'elles jugent importants. Les sociétés que nous détenons en portefeuille réévaluent continuellement les facteurs les plus pertinents pour leurs activités, et cet exercice évolue au fil du temps.

Q : Quel est le principal constat?

L'analyse de l'importance relative propre à chaque secteur garantit que notre intégration de la durabilité est fondée sur des données probantes et alignée sur la création de valeur à long terme. En adaptant notre approche aux risques et aux possibilités qui caractérisent chaque secteur, qu'il s'agisse du transport ferroviaire de marchandises, du secteur bancaire ou de toute autre industrie, nous renforçons notre processus d'investissement et approfondissons notre compréhension des entreprises dans lesquelles nous investissons. Cette démarche nous permet de mieux cerner les facteurs qui soutiennent la qualité et la résilience d'une entreprise à long terme, tout en favorisant une évaluation plus éclairée de son potentiel de création de valeur durable.

Section II Actionnariat actif



« En tant qu'actionnaire actif, nous nous concentrons à la fois sur nos activités d'engagement avec les sociétés en portefeuille et sur l'exercice de nos droits de vote afin de créer une plus grande valeur pour les actionnaires à long terme et de réduire les risques. »



Engagement avec les entreprises

Notre philosophie d'engagement repose sur le fait d'être un actionnaire actif et d'entretenir les relations privilégiées que nous avons bâties depuis de nombreuses années. En tant qu'investisseur à long terme, au nom de nos clients, nous visons à promouvoir un comportement éthique et responsable chez les chefs d'entreprise à l'égard de toutes les parties prenantes : employé(e)s, client(e)s, communautés, actionnaires, fournisseurs et environnement.

Nous estimons que la gestion responsable des enjeux clés des parties prenantes favorise la création de valeur à long terme pour l'entreprise et ses actionnaires. Quand une société traite bien ses employé(e)s, se concentre sur les besoins de ses clients, investit dans son avenir et exerce ses activités de manière responsable dans sa communauté, elle se donne toutes les chances de réussir et de se développer à long terme. Au fil du temps, nous avons constaté que l'engagement représentait notre meilleur outil pour favoriser le changement. Sa réussite repose sur la qualité des relations avec les entreprises en portefeuille et nécessite de nombreuses réunions, notamment sur la pertinence des nouvelles initiatives, les changements de politique, les risques ou les évolutions stratégiques. Notre ambition est d'encourager un changement permanent et authentique, dont les effets se diffusent progressivement au travers de la culture et des activités de l'entreprise.

Nos méthodes reposent principalement sur des échanges individuels avec la direction ou le conseil d'administration des sociétés en portefeuille. Nos relations de longue date avec la plupart des équipes de direction nous ont permis d'avoir des conversations franches et approfondies sur les progrès, les défis et les priorités liés à la durabilité. Notre équipe effectue des recherches minutieuses sur les pratiques de durabilité, les enjeux importants et les stratégies à long terme de chaque entreprise, puis nous élaborons un ensemble d'objectifs d'engagement ainsi qu'une liste de questions à poser. Nos objectifs d'engagement sont souvent communiqués à la société avant notre intervention afin de favoriser des échanges ciblés et constructifs. Ces engagements ciblent souvent des enjeux critiques de durabilité, notamment les relations avec les Autochtones, la cybersécurité et les stratégies climatiques, afin de mener des progrès tangibles et d'aborder les préoccupations les plus importantes de chaque entreprise.

Depuis 2023, nous avons établi 98 objectifs d'engagement pour les sociétés en portefeuille et, jusqu'à maintenant, 24 % ont été atteints, tandis que 75 % sont toujours en cours.

De plus en plus, au-delà des engagements individuels auprès des sociétés, nous participons à des engagements collaboratifs avec d'autres gestionnaires et propriétaires d'actifs.

Pour en savoir plus, consultez la Section III :
Collaboration sectorielle

Progrès réalisés dans le cadre de notre programme d'engagement

2025

Atteints[77]	24 %
En cours[78]	75 %
Nombre d'objectifs	98

2024

Atteints[77]	20 %
En cours[78]	79 %
Nombre d'objectifs	71

Au 31 décembre 2025.

Nous enregistrons systématiquement toutes nos activités d'engagement dans notre outil exclusif de suivi, ce qui nous permet de comparer les progrès accomplis au fil du temps. Cela nous aide à mesurer l'impact de nos échanges et à évaluer la cohérence de nos actions avec les normes du *Sustainability Accounting Standards Board (SASB)*.

Les données obtenues sont indiquées ci-dessous

Thèmes d'engagement
Par dimension SASB*



Source : Tableau de bord interne relatif aux actions canadiennes (SHELBi) couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

* Les cinq dimensions du SASB sont le capital social, le capital humain, l'environnement, le leadership et la gouvernance ainsi que le modèle d'affaires et l'innovation. La catégorie « Stratégie, opérations et allocation du capital » ne constitue pas une dimension du SASB; nous l'utilisons toutefois pour suivre les activités d'engagement qui ne sont associées à aucune des dimensions du SASB.

Pleins feux sur l'engagement : Rémunération des dirigeants

Pourquoi la rémunération des dirigeants est importante

La rémunération des dirigeants constitue un indicateur important de la qualité d'une entreprise, puisqu'elle permet de mieux comprendre ce qui motive l'équipe de direction et la façon dont la valeur créée est partagée. Dans notre processus d'investissement, l'évaluation de la qualité de la direction représente une étape précise de notre cadre de recherche fondé sur 21 questions utilisé pour analyser les entreprises. Il était donc tout naturel que la rémunération des dirigeants devienne un sujet d'intérêt particulier.

Nous avons commencé à formaliser notre processus d'évaluation de la rémunération en 2024, à la suite de l'attribution, par plusieurs sociétés en portefeuille, de rémunérations en actions qui nous semblaient excessives. Comme ces entreprises présentaient par ailleurs de solides antécédents, ces situations ont soulevé au sein de notre équipe plusieurs questions quant à la conception des programmes de rémunération, notamment sur la façon de déterminer si la rémunération est adéquatement structurée pour favoriser une croissance durable à long terme. À l'inverse, nous nous sommes également demandé dans quelle mesure les dirigeants devraient voir leur rémunération réduite lorsqu'une entreprise subit des pertes importantes en raison d'un manque de surveillance ou de contrôles appropriés. C'est dans ce contexte que nous avons élaboré un cadre d'évaluation afin d'analyser ces situations de manière cohérente et systématique.

Sélection des sociétés retenues pour l'évaluation

L'équipe sélectionne les sociétés à examiner en fonction de critères précis, notamment lorsqu'une évaluation de la qualité de la direction est moins favorable ou lorsqu'une entreprise n'a pas réagi adéquatement à un risque important qui s'est matérialisé au cours de l'année précédente. Par exemple, l'une des sociétés sélectionnées a été confrontée à une faille de ses contrôles internes reflétant un manque de supervision de la part de la direction, ce qui a entraîné une perte financière importante. De tels événements peuvent fournir des indications utiles quant à l'efficacité de la gouvernance, de la surveillance et de la prise de décision au sein d'une organisation.

À la suite de notre analyse menée à l'échelle de l'ensemble des titres détenus en portefeuille, l'équipe a sélectionné cinq sociétés aux fins d'un examen approfondi en 2025.

Chaque composante est ensuite évaluée plus en détail à l'aide d'une série de questions :

- Les cibles du régime incitatif à court terme sont-elles peu ambitieuses ou discutables?
- La structure du régime incitatif à long terme encourage-t-elle une prise de risque excessive?
- Le programme de rémunération est-il mal aligné sur les rendements des actionnaires?
- Certains éléments importants du programme de rémunération font-ils l'objet d'un manque de divulgation?

Évaluation des structures de rémunération

L'évaluation débute par un examen de la structure globale de rémunération des dirigeants. Dans la plupart des cas, la rémunération comprend un salaire de base ainsi que des régimes incitatifs à court et à long terme. Toute composante inhabituelle, comme une prime discrétionnaire en espèces, est également examinée et évaluée.

Pour chaque société, l'équipe analyse les indicateurs de rendement qui déterminent le versement de la rémunération. Certains critères sont-ils directement alignés sur les intérêts des actionnaires, comme le rendement des capitaux propres (RCP)? Ou les paramètres sont-ils davantage qualitatifs et plus difficiles à mesurer, comme la satisfaction des employé(e)s ou les objectifs d'acquisition de client(e)s? Bien que ces indicateurs puissent être importants pour une entreprise, nous estimons que la part de subjectivité associée à leur évaluation peut parfois contribuer à une rémunération excessive.

L'équipe examine également si la rémunération est liée à des indicateurs importants de durabilité, notamment en matière de sécurité. Cet aspect revêt une importance particulière dans les secteurs extractifs, où les risques de blessures pour les employé(e)s sont plus élevés. Compte tenu de l'importance que nous accordons aux risques liés au climat, nous évaluons aussi si les sociétés extractives ou à fortes émissions de carbone intègrent des objectifs climatiques à leurs programmes de rémunération incitative. Dans certains cas, aucun lien n'est établi, mais nous avons observé que plusieurs sociétés ont

commencé à intégrer de tels objectifs à leurs régimes. Dans certaines situations, les objectifs retenus ne sont toutefois pas divulgués de manière précise.

L'équipe évalue également dans quelle mesure les attributions d'actions permettent d'aligner les intérêts des dirigeants sur ceux des actionnaires. Plus les indicateurs de rendement sont liés à la création de valeur pour les actionnaires, notamment par l'intermédiaire du bénéfice par action (BPA) ou du rendement des capitaux propres (RCP), plus notre appréciation est favorable. Par ailleurs, nous privilégions généralement les attributions d'actions aux options d'achat d'actions. La valeur des options présente un profil asymétrique : leur potentiel de hausse est illimité, tandis que leur valeur ne diminue pas de façon proportionnelle lorsque le cours de l'action recule.

L'une des structures de rémunération les plus favorables, selon notre analyse, comporte des mesures fondées sur les rendements. Une société du secteur des technologies de l'information détenue en portefeuille a intégré ce type d'indicateur à la rémunération de ses dirigeants, et nous croyons que cette pratique a contribué à un long historique d'acquisitions disciplinées et créatrices de valeur. De plus, le fondateur de l'entreprise n'a reçu aucune rémunération pendant près de dix ans alors qu'il occupait le poste de président, sa richesse étant principalement liée à sa participation au capital de la société.

Parmi les cinq sociétés ayant fait l'objet d'une analyse approfondie, l'équipe a relevé des enjeux importants liés à la rémunération dans quatre d'entre elles. Dans certains cas, ces préoccupations étaient propres à l'entreprise, comme l'exclusion d'une perte exceptionnelle attribuable à des décisions de la direction du calcul de la rémunération. D'autres préoccupations étaient de nature plus générale, notamment une hausse marquée du roulement au sein de l'équipe de direction, qui a soulevé des questions quant à la rétention des dirigeants et à la planification de la relève du chef de la direction.

Constats découlant de l'évaluation de la rémunération des dirigeants et activités d'escalade

Après avoir compilé les résultats dans un rapport, l'équipe a discuté des conclusions pour chacune des sociétés et a déterminé les mesures appropriées à prendre en s'appuyant sur notre cadre de « pyramide d'escalade ». Dans ce cadre, les mesures prises deviennent plus fermes à mesure que le niveau d'escalade augmente.

Lorsque des préoccupations sont relevées, l'équipe cherche d'abord à engager un dialogue direct avec le comité de rémunération du conseil d'administration. Si ces préoccupations ne sont pas prises en compte, ou si l'équipe n'a pas l'occasion d'échanger avec la société, nous pouvons voter contre une résolution consultative sur la rémunération lors de la prochaine assemblée générale annuelle (AGA), et potentiellement voter contre certains membres du conseil d'administration.

À la suite de l'évaluation réalisée en 2025, l'équipe a sollicité des rencontres avec les présidents de trois comités de rémunération afin de discuter de décisions de rémunération particulières. Par exemple, nous avons exprimé des préoccupations à l'égard d'une structure de rémunération de dirigeants qui ne comportait aucun indicateur lié au bénéfice par action (BPA) ni au rendement des capitaux propres (RCP). Dans l'ensemble, les discussions avec les présidents des comités de rémunération ont été constructives et positives. Ils ont démontré une compréhension approfondie des entreprises dont ils assurent la supervision.

Approche en matière de vote par procuration et application des constats

L'équipe exerce systématiquement elle-même ses droits de vote par procuration et ne s'en remet pas aux recommandations des conseillers en vote, bien que nous examinions leurs analyses et leurs recommandations.

Conformément à notre cadre d'escalade, nous intégrons les résultats de nos activités d'engagement à nos décisions de vote par procuration. L'an dernier, l'équipe a voté en faveur de toutes les résolutions consultatives sur la rémunération des dirigeants ayant fait l'objet d'un examen. Nous avons toutefois constaté que plusieurs comités de rémunération avaient tenu compte des commentaires formulés dans le cadre du processus d'engagement lors de la conception de leurs futurs programmes de rémunération.

Par exemple, l'une des sociétés en portefeuille excluait auparavant les intérêts et les impôts de son principal indicateur financier utilisé pour évaluer le rendement des dirigeants. À la suite de nos échanges, cette société a indiqué que ces éléments seraient désormais pris en compte dans ses futurs programmes de rémunération. Nous estimons que ce changement permet de mieux aligner la rémunération des dirigeants sur les rendements finalement réalisés par les actionnaires.

Évolution du processus d'évaluation de la rémunération des dirigeants

À la suite du processus d'évaluation réalisé l'an dernier, l'équipe s'est réunie afin de discuter des améliorations pouvant être apportées à l'exercice de cette année. Plusieurs initiatives sont actuellement à l'étude, notamment l'utilisation de l'outil RED[79] afin de repérer des sources additionnelles de préoccupation, le recours à des grands modèles de langage pour soutenir l'analyse de la rémunération des dirigeants ainsi que l'élargissement de l'examen à un plus grand nombre de sociétés figurant sur notre liste de surveillance.

Les structures de rémunération des dirigeants continuent d'évoluer, et nous devons également faire évoluer nos méthodes d'analyse afin de demeurer à l'avant-garde des meilleures pratiques. Comme pour tous les aspects de notre processus d'investissement, l'accent est mis sur l'amélioration continue de notre approche.



Étude de cas sur l'engagement

Secteur
Services financiers

Contexte

Alors que le Canada s'engage dans de nouveaux projets d'intérêt national dans le secteur du pétrole et du gaz, la gestion des risques liés à la transition climatique demeure un thème important de nos activités d'engagement. Certaines banques canadiennes ont commencé à divulguer le degré de préparation de leurs clients à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, principalement dans les secteurs du pétrole et du gaz ainsi que de la production d'électricité. Ces informations s'appuient sur des cadres de préparation à la transition exclusifs qui visent à estimer dans quelle mesure les clients sont prêts à faire face aux risques liés au climat.

Action

L'équipe a engagé un dialogue avec les banques du portefeuille qui n'avaient pas encore divulgué le degré de préparation à la transition de leurs clients. L'objectif était d'encourager l'adoption et la publication d'évaluations de la préparation à la transition dans les secteurs jugés importants. Cet enjeu revêt une importance particulière compte tenu de l'ampleur des projets d'intérêt national proposés dans le secteur canadien du pétrole et du gaz. Si de nouvelles infrastructures d'envergure sont construites au Canada, il est important que les banques susceptibles de financer ces projets comprennent les risques liés au climat auxquels elles sont exposées et qu'elles évaluent dans quelle mesure leurs clients peuvent atténuer ces risques. Au cours de discussions ciblées, l'équipe a souligné les avantages de telles divulgations, notamment le renforcement de la confiance des investisseurs ainsi qu'une meilleure résilience des sociétés en portefeuille étant donné l'évolution des exigences réglementaires et des enjeux climatiques.

Résultat

Les banques ont reconnu la valeur de ces divulgations et ont indiqué suivre de près les développements observés chez leurs pairs. Certaines disposent déjà de cadres d'évaluation internes, tandis que d'autres ont exprimé leur intention de développer leurs propres approches et de s'engager à divulguer publiquement ces informations à l'avenir. L'équipe poursuivra ses échanges avec ces institutions afin de suivre les progrès réalisés et d'encourager la mise en œuvre de ces initiatives en temps opportun.

Secteur
Produits industriels

Contexte

Comme nous l'avons souligné dans notre Rapport d'investissement durable 2024, les sociétés de transport ferroviaire de marchandises en Amérique du Nord sont de plus en plus exposées aux risques associés aux phénomènes météorologiques extrêmes. Les feux de forêt, les ouragans et les inondations entraînent d'importants défis opérationnels et financiers, pouvant nuire à la fiabilité des réseaux ferroviaires. Bien qu'une société en portefeuille ait déjà commencé à divulguer certaines mesures d'adaptation liées au froid extrême et aux feux de forêt, les risques associés aux inondations, particulièrement sur certaines portions de son réseau canadien, n'étaient pas adéquatement abordés dans ses publications. Cette lacune était d'autant plus notable que la fréquence et la gravité des épisodes d'inondation ne cessent d'augmenter et ont déjà provoqué plusieurs interruptions de service. Les investisseurs et les autres parties prenantes ont besoin de plus de transparence afin d'évaluer comment les entreprises gèrent et atténuent les risques climatiques grâce à leurs plans et leurs investissements destinés à renforcer la résilience de leurs réseaux.

Action

Reconnaissant la nécessité d'améliorer la divulgation des risques, l'équipe a engagé un dialogue avec une société canadienne de transport ferroviaire de marchandises. L'objectif consistait à encourager la société à bonifier son information annuelle afin d'y inclure les stratégies mises en œuvre pour gérer les risques liés aux inondations. Au cours des discussions, l'équipe a souligné l'importance d'une divulgation proactive, non seulement pour mieux informer les investisseurs, mais aussi pour démontrer l'engagement de l'entreprise envers la stabilité à long terme de ses activités. L'équipe a présenté des exemples de meilleures pratiques observées auprès d'autres entreprises du secteur et a mis en évidence les avantages d'une divulgation régulière des mesures d'adaptation. Une telle divulgation permettrait aux investisseurs de suivre les progrès réalisés et de mieux comprendre dans quelle mesure la société est préparée à faire face aux risques physiques liés au climat.

Résultat

Lors de la rencontre, la société a présenté plusieurs initiatives déjà en place pour renforcer la résilience de son réseau face aux risques d'inondation. L'équipe a encouragé la formalisation d'une publication annuelle de ces mesures. La société s'est engagée à améliorer ses futures divulgations afin d'offrir une meilleure visibilité sur les progrès réalisés dans la gestion des risques associés aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Secteur
Services financiers

Contexte

Les plans d'action pour la réconciliation (PAR) sont des cadres stratégiques qui aident les organisations à intégrer les principes de réconciliation avec les peuples autochtones à leur culture, à leurs politiques et à leurs pratiques. Bien que les PAR soient largement répandus en Australie, leur adoption gagne progressivement du terrain au Canada. Ces plans permettent d'accroître la transparence quant aux engagements d'une organisation envers la réconciliation grâce à des objectifs mesurables et à des résultats concrets. Ils offrent ainsi aux parties prenantes, y compris les investisseurs, de meilleurs outils pour évaluer les risques auxquels une entreprise est exposée. Compte tenu de l'attention croissante[80,81] portée au financement, par les banques, de projets ayant une incidence sur les communautés autochtones, les PAR constituent un cadre structuré permettant aux institutions financières de démontrer les progrès réalisés dans le renforcement de leurs relations avec les peuples autochtones et dans la gestion des risques connexes.

Action

L'équipe a engagé un dialogue avec une banque du portefeuille afin d'encourager l'adoption d'un plan d'action pour la réconciliation. Au cours des discussions, l'équipe a souligné que ces plans peuvent favoriser un dialogue plus riche et plus transparent avec les investisseurs sur les progrès réalisés en matière de réconciliation et sur la gestion des risques qui y sont associés.

Résultat

La banque a reconnu la valeur des plans d'action pour la réconciliation comme outil de communication transparent et axé sur l'action. Elle a également manifesté un intérêt à élaborer et à divulguer un tel plan. L'équipe poursuivra ses activités d'engagement auprès des sociétés en portefeuille afin de favoriser une adoption plus large des plans d'action pour la réconciliation.

Secteur
Services de communication

Contexte

À l'échelle mondiale, les divulgations en matière de durabilité deviennent progressivement des exigences réglementaires pour les entreprises. Au Canada, le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (CCNID) a publié des normes volontaires privilégiant une approche axée d'abord sur le climat, lesquelles pourraient éventuellement devenir obligatoires. À mesure que ces normes évoluent, il est important que les entreprises soient bien préparées afin d'en faciliter l'adoption. Toutefois, les divulgations de certaines sociétés en portefeuille ne sont pas encore suffisamment développées pour répondre à ces exigences à venir. Cette situation représente à la fois un risque et une occasion pour les entreprises de s'aligner sur l'évolution des attentes réglementaires et la demande croissante des investisseurs en matière de transparence.

Action

L'équipe a engagé un dialogue avec une société du secteur des services de communication afin d'évaluer son niveau de préparation interne en vue de l'adoption éventuelle d'exigences obligatoires de divulgation en matière de durabilité, particulièrement en ce qui concerne les divulgations liées au climat. L'équipe a encouragé la société à réaliser une évaluation complète des enjeux importants en matière de durabilité et à harmoniser ses divulgations avec les normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB) ainsi qu'avec les normes climatiques du CCNID. De plus, l'équipe a encouragé la société à adopter des cibles de réduction des émissions fondées sur la science conformément au cadre de la Science Based Targets initiative (SBTi), en soulignant que plusieurs sociétés comparables du secteur avaient déjà franchi cette étape.

Résultat

Les discussions ont révélé que le niveau de préparation interne de la société à l'égard des futures exigences de divulgation était plus avancé que ne le laissaient croire ses communications publiques actuelles. La société a indiqué qu'elle travaillait activement à l'harmonisation de ses processus internes avec les normes du CCNID susceptibles d'être adoptées à l'avenir. Encouragée par ces développements, l'équipe continuera de suivre le développement des divulgations de la société afin de s'assurer que les progrès se poursuivent et que les pratiques de divulgation demeurent alignées sur l'évolution des normes.

Votes par procuration

En exerçant nos droits de vote par procuration, nous visons à promouvoir une gouvernance d'entreprise rigoureuse, à favoriser une réflexion stratégique à long terme et, en fin de compte, à accroître la valeur pour les actionnaires au fil du temps. Ces votes portent généralement sur la sélection d'administrateurs qualifiés, l'approbation de la nomination d'un cabinet d'audit externe afin d'assurer la transparence de l'information financière, ainsi que l'évaluation de la rémunération des cadres supérieurs afin de s'assurer qu'elle est alignée sur la performance à long terme et la reddition de comptes.

Nous participons également au vote sur les propositions soumises par d'autres actionnaires. La plupart du temps, celles-ci proviennent d'investisseurs de longue date détenant une participation importante dans l'entreprise et qui sont profondément engagés envers sa réussite à long terme. À l'occasion, des propositions sont soumises par des actionnaires détenant une participation limitée et dont les préoccupations portent principalement sur des objectifs non financiers, notamment des enjeux sociaux ou politiques. Nous évaluons chaque proposition au cas par cas, dans le respect de notre devoir fiduciaire, afin de nous assurer que nos décisions sont prises dans le meilleur intérêt de nos clients et de la santé à long terme de l'entreprise.

En règle générale, pour que nous soutenions une proposition d'actionnaire, il doit être manifeste qu'elle profitera à l'entreprise et à ses actionnaires (nos clients) à long terme. Bien qu'il n'y ait pas de limite aux propositions potentielles, le temps, l'attention et les ressources de la direction sont limités. Nous voulons que ces ressources soient consacrées à l'exploitation et à l'amélioration de la qualité de l'entreprise. À ce titre, il incombe à l'actionnaire de présenter une proposition qui mérite d'être soutenue.

Pour décider de soutenir ou non une proposition d'actionnaire, voici certains des éléments que nous prenons en considération :

- La proposition révèle-t-elle un risque ou une occasion d'affaires pour la société? Existe-t-il des éléments démontrant que ce risque ou cette occasion est en train de se concrétiser?
- L'adoption de la proposition entraînerait-elle des conséquences négatives à long terme? Pourrait-elle créer un désavantage concurrentiel pour l'entreprise?
- La société nous a-t-elle fourni des assurances suffisantes que l'objectif de la proposition sera atteint selon un autre échéancier ou par d'autres moyens?

Voici les résultats des votes par procuration de 2025

Catégories de votes par procuration	Contre	Pour	Total
Management	**18**	**782**	**800**
Auditeurs	—	58	**58**
En lien avec le conseil d'administration	12	623	**635**
En lien avec le capital-actions	—	9	**9**
Modifications des statuts de la société	1	15	**16**
Rémunération	3	73	**76**
Émissions de GES	—	2	**2**
Gestion de l'environnement juridique et réglementaire	—	1	**1**
Autres	2	1	**3**
Actionnaires	**62**	**19**	**81**
Total	**80**	**801**	**881**

Source : Tableau de bord interne relatif aux actions canadiennes (SHELBi) couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

Études de cas sur les propositions d'actionnaires

Secteur
Consommation de base

Contexte

Une société en portefeuille du secteur de la consommation de base a reçu une proposition d'actionnaire demandant la divulgation de la quantité totale de déchets alimentaires générés dans l'ensemble de ses magasins ainsi que du pourcentage détourné des sites d'enfouissement. Bien que ce type d'information soit couramment divulgué par des sociétés comparables, l'entreprise n'avait jusqu'à présent pas fourni cette information, invoquant des préoccupations liées à l'exactitude des données et à la complexité opérationnelle de leur collecte.

Action

Reconnaissant que les déchets alimentaires constituent un enjeu important en matière de durabilité, nous avons engagé un dialogue avec la société afin de discuter de la proposition d'actionnaire. La société a expliqué que l'estimation des déchets alimentaires à l'échelle de l'ensemble de ses activités nécessiterait d'importants travaux d'estimation ainsi que l'élaboration d'une méthodologie appropriée. Malgré ces défis, nous avons souligné l'importance d'une plus grande transparence ainsi que la pertinence d'harmoniser les divulgations de la société avec les pratiques exemplaires du secteur. Nous avons voté **POUR** la proposition, estimant que même des données fondées sur des estimations, lorsqu'elles reposent sur une méthodologie rigoureuse, permettraient d'effectuer des comparaisons pertinentes avec les sociétés comparables.

Résultat

Bien que la proposition n'ait pas été adoptée, nous continuerons de suivre les progrès de la société et de mener des activités d'engagement afin d'encourager l'amélioration de la divulgation relative aux déchets alimentaires.

Secteur
Énergie

Contexte

Une société du secteur de l'énergie détenue en portefeuille s'était engagée à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Une proposition d'actionnaire demandait à la société de produire un rapport détaillant les répercussions de cet engagement et quantifiant les coûts qui y sont associés. Cette proposition découlait des préoccupations selon lesquelles l'engagement d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 pourrait avoir une incidence importante sur les activités principales de l'entreprise et sur les rendements des actionnaires. Une proposition semblable avait déjà été soumise par le passé et avait été rejetée par les actionnaires, conformément à la recommandation de la direction.

Action

L'équipe a examiné les divulgations climatiques de la société ainsi que les arguments présentés par le promoteur de la proposition. Nous avons constaté que ce dernier avait déjà soumis plusieurs propositions d'actionnaires favorisant une augmentation de la production pétrolière, sans tenir adéquatement compte des risques et des possibilités liés au climat.

L'équipe a conclu que le rapport demandé se limitait essentiellement aux coûts associés à l'engagement de carboneutralité, sans tenir compte des risques et des possibilités liés au climat. Nous estimions donc que la portée restreinte de la proposition ne permettrait pas aux actionnaires d'obtenir une compréhension complète des implications de l'engagement de la société à atteindre la carboneutralité.

Compte tenu de ces préoccupations, l'équipe a voté **CONTRE** la proposition.

Résultat

Une forte majorité des actionnaires a voté contre la proposition, reflétant des préoccupations semblables à celles exprimées à l'égard de la proposition comparable soumise précédemment.

Secteur
Services financiers

Contexte

Une proposition d'actionnaire soumise à une société en portefeuille du secteur des services financiers demandait que la grille de compétences des administrateurs soit bonifiée afin d'y inclure explicitement l'expérience et l'expertise en matière d'environnement et de changements climatiques. Le conseil d'administration reconnaissait l'importance des enjeux liés au climat et à la durabilité, mais estimait que ces éléments étaient déjà pris en compte dans la catégorie plus large de la responsabilité sociale d'entreprise et de la durabilité figurant dans sa grille de compétences.

Action

L'équipe a évalué l'importance des risques climatiques pour le portefeuille de la société ainsi que les cibles de réduction des émissions qu'elle s'est fixées, lesquelles pourraient s'avérer difficiles à atteindre. Étant donné que nos activités d'engagement antérieures auprès de la société ne nous avaient pas fourni l'assurance suffisante que les objectifs de la proposition seraient atteints, l'équipe a conclu qu'une surveillance accrue de la part du conseil d'administration dans ce domaine était importante.

L'équipe a voté **POUR** la proposition, estimant qu'une expertise spécifique en matière de changements climatiques et d'enjeux environnementaux renforcerait la capacité du conseil d'administration à superviser l'atteinte des objectifs climatiques de la société.

Résultat

Bien que la proposition n'ait pas été adoptée, l'expertise climatique au sein des conseils d'administration demeure un sujet d'engagement important pour l'équipe, qui continue d'en discuter avec les sociétés en portefeuille.

Secteur
Consommation de base

Contexte

Une proposition d'actionnaire demandait à une société du secteur de la consommation de base de divulguer une stratégie pour les émissions importantes de portée 1 et de portée 2, alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris. La proposition demandait également à la société de préciser son approche à l'égard de la gestion des émissions importantes de portée 3.

Action

L'analyse des cibles actuelles de réduction des émissions de portée 1 et de portée 2 de la société a révélé qu'elles étaient déjà relativement ambitieuses compte tenu des réductions réalisées jusqu'à maintenant. Toutefois, le manque de clarté entourant le recours aux crédits carbone ainsi que l'absence d'une stratégie cohérente à l'égard des émissions de portée 3 ont soulevé des questions quant à la robustesse de la stratégie climatique de la société.

L'équipe a engagé un dialogue avec la société et a constaté que, bien que la direction soit ouverte à l'établissement de cibles fondées sur la science pour les émissions de portée 1 et de portée 2, elle n'a pas fourni d'assurance suffisante que de telles cibles seraient effectivement adoptées. Compte tenu de l'importance des risques climatiques pour l'entreprise et du fait que d'autres détaillants du portefeuille avaient déjà établi ou s'étaient engagés à établir des cibles fondées sur la science pour les émissions de portée 1 et de portée 2, l'équipe a conclu qu'une plus grande transparence et des objectifs plus ambitieux étaient nécessaires. Par conséquent, l'équipe a voté **POUR** la proposition afin d'encourager l'élaboration d'une stratégie de réduction des émissions plus claire et plus complète.

Résultat

Bien que la proposition n'ait pas été adoptée, elle a reçu un appui notable de la part des investisseurs, témoignant d'un intérêt important des actionnaires à l'égard de cet enjeu.

Section III Collaboration sectorielle



Le point sur nos efforts de collaboration

Bien que nous continuions à privilégier les interventions directes avec les entreprises, depuis 2023, nous avons intégré davantage d'initiatives collaboratives dans notre programme d'engagement.

Le Groupe d'experts sur la finance durable du Canada a insisté sur l'importance de l'engagement collaboratif comme moyen efficace de favoriser le dialogue et d'établir un consensus sur ce que seront les entreprises de l'avenir.[82] Ce groupe, qui a formulé une série de recommandations en 2019 visant à aligner le système financier canadien sur un avenir sobre en carbone, a suggéré d'établir un programme national de mobilisation semblable à l'initiative mondiale Climate Action 100+, afin de susciter une collaboration plus cohérente et plus large avec les émetteurs canadiens concernant les risques et les possibilités liés au climat.

Lancé en 2021, Engagement climatique Canada (« ECC ») constitue ce programme d'engagement national. Nous avons rejoint ECC en 2023 pour collaborer avec d'autres gestionnaires d'actifs investis dans les sociétés cotées en bourse à plus forte intensité d'émissions au Canada.

Faits saillants 2025 des engagements collaboratifs

Engagement climatique Canada (« ECC »), une initiative financière favorisant le dialogue entre la communauté financière et les sociétés émettrices pour promouvoir une transition juste vers une économie à zéro émission nette.[83]

- Participation à sept groupes de dialogue d'entreprises sous l'égide d'ECC : METRO inc. (coresponsable); TC Énergie (coresponsable); Empire Co. (participant); Nutrien (participant); Waste Connections (participant); Loblaw (participant) et Fortis Inc. (participant).
- **Depuis notre adhésion à ECC, 21 % des objectifs d'engagement que nous nous étions fixés à l'interne dans le cadre de nos engagements liés à ECC ont été atteints.**

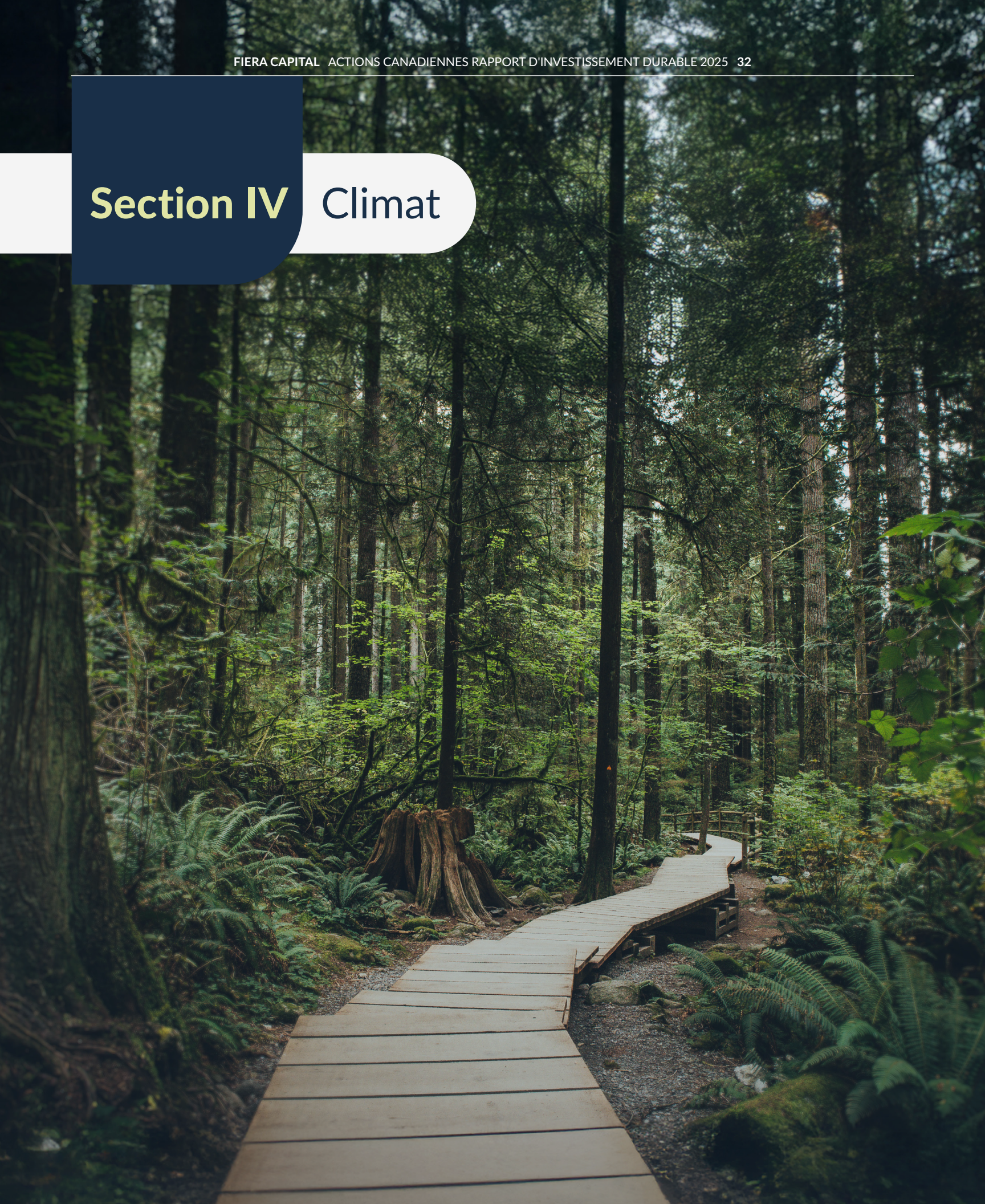
Climate Action 100+ : ***une initiative dirigée par des investisseurs visant à assurer que les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au monde prennent les mesures nécessaires face aux changements climatiques afin d'atténuer le risque financier et de maximiser la valeur des actifs à long terme***[84]

- Participation continue au groupe d'investisseurs engagé auprès de la Compagnie Pétrolière Impériale

Coalition canadienne pour une bonne gouvernance (« CCGG ») : une coalition d'investisseurs qui favorise les pratiques exemplaires de gouvernance au sein des sociétés publiques canadiennes, notamment en ce qui concerne les questions environnementales et sociales, et aide les investisseurs institutionnels à assumer leurs responsabilités en matière d'intendance.[85]

- Toujours membre du comité Environnemental et social de la CCGG.
- En 2025, nous avons poursuivi notre participation à la réponse de la CCGG à la consultation du Bureau de la concurrence du Canada concernant les modifications à la Loi sur la concurrence à la suite de la sanction royale du projet de loi C-59. Ces modifications visaient à lutter contre les déclarations environnementales non fondées des entreprises, communément appelées écoblanchiment. Notre contribution visait à améliorer les directives fournies par le Bureau de la concurrence ayant une incidence sur les communications des entreprises destinées aux investisseurs.
- Nous avons fourni nos commentaires à la CCGG dans le cadre de la mise à jour de son document « Building High Performance Boards ». Ce document cherche à fournir des lignes directrices autour des meilleures pratiques en matière d'intégrité, de résilience, de diversité, d'indépendance, de reddition de comptes et de mobilisation des parties prenantes à l'intention des conseils d'administration des sociétés ouvertes canadiennes.

Section IV Climat



Progrès réalisés par rapport à notre engagement zéro émission nette

En tant qu'investisseurs à long terme ayant pour mandat de préserver et de faire croître le capital de nos clients, nous considérons les changements climatiques comme un aspect important de notre approche de gestion des risques. Au nom de nos clients, nous nous engageons à évaluer de manière continuel les risques liés au climat, ainsi que les trajectoires et les scénarios menant à un monde à zéro émission nette. Cette démarche comprend l'évaluation de notre position actuelle, des risques de transition et de la résilience de nos sociétés en portefeuille face aux risques climatiques physiques.

En 2021, Fiera Capital a rejoint l'initiative Net Zero Asset Managers (« NZAM »), s'engageant à soutenir l'objectif[86] de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 ou plus tôt, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris. Dans le cadre de cette initiative, Fiera Capital s'est engagée à travailler de façon proactive pour atteindre l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 ou plus tôt.

Que signifie cet engagement?

L'initiative NZAM incite les gestionnaires d'actifs à établir des cibles climatiques à court terme pour une partie de leurs actifs sous gestion et de les réévaluer périodiquement en fonction de l'évolution des risques, des attentes des clients et des pratiques du secteur. Elle prévoit également la mise en œuvre d'une stratégie d'intendance visant à accompagner les sociétés en portefeuille dans la gestion des risques et des possibilités liés au climat. Dans ce contexte, les gestionnaires d'actifs intègrent les considérations climatiques à leurs activités d'investissement, de suivi et d'engagement afin de soutenir la transition vers une économie à zéro émission nette.

Les impacts des changements climatiques peuvent devenir un risque financier important pour les placements.

Nous prenons d'abord les engagements suivants[87]

en 2022 ›
L'adhésion de nos stratégies **exemptes de combustibles fossiles** à l'initiative NZAM a été approuvée, ce qui représente environ 19 % des actifs sous gestion de l'équipe Actions canadiennes (au 31 décembre 2025).

d'ici 2030 ›
Réduction de 55 % de l'intensité carbone moyenne pondérée (portée 1 et 2) relativement à l'indice de la Bourse de Toronto (année de référence : 2019).

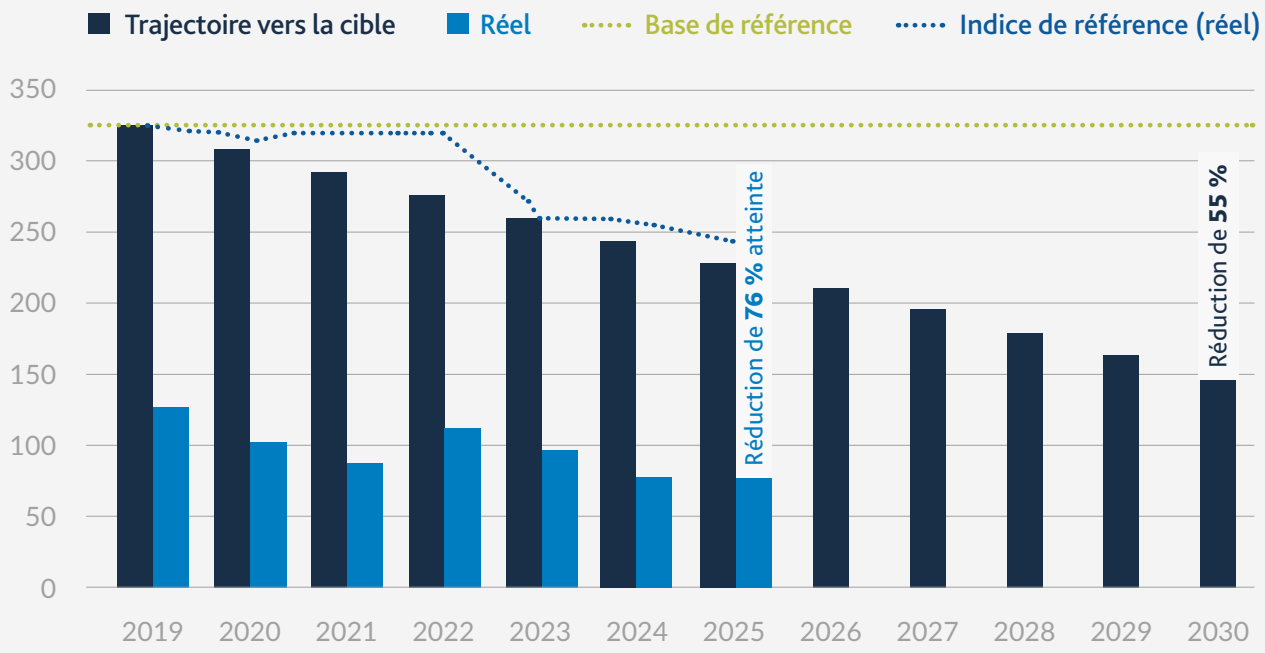
d'ici 2025 et 2030 ›
Nous avons un objectif d'engagement visant à assurer que 70 % et 90 % respectivement des émissions financées de portée 1 et 2 dans les secteurs importants atteignent l'objectif zéro émission nette, ou soient alignées sur une trajectoire zéro émission nette, ou faire l'objet d'engagements directs ou collaboratifs et des activités d'actionnariat actif (année de référence : 2021).



Une longueur d'avance

Intensité carbone moyenne pondérée (émissions de portée 1 et 2 par million de dollars U.S. de chiffre d'affaires).

- **Portée 1 :** Émissions opérationnelles directes ou contrôlées
- **Portée 2 :** Émissions issues de l'approvisionnement en électricité et du chauffage

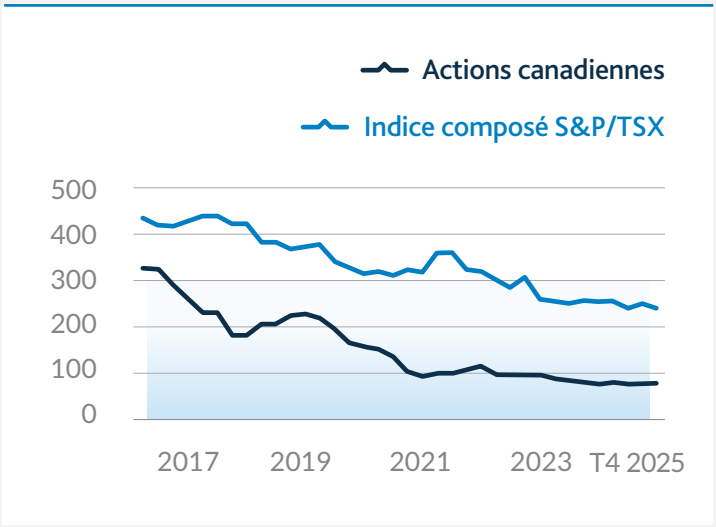


- La base de référence est celle de 2019, à partir de laquelle les réductions sont mesurées.
- La cible de 2030 représente une réduction de 55 % par rapport à 2019. La trajectoire vers la cible représente les émissions à maintenir afin de s'aligner sur l'exigence de l'initiative NZAM.
- La progression réelle est l'intensité des émissions du portefeuille Actions canadiennes éthiques sans combustibles fossiles de Fiera Capital depuis 2019.

Source : Données de MSCI pour la période allant du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2025. Trajectoire vers la cible de l'engagement NZAM.

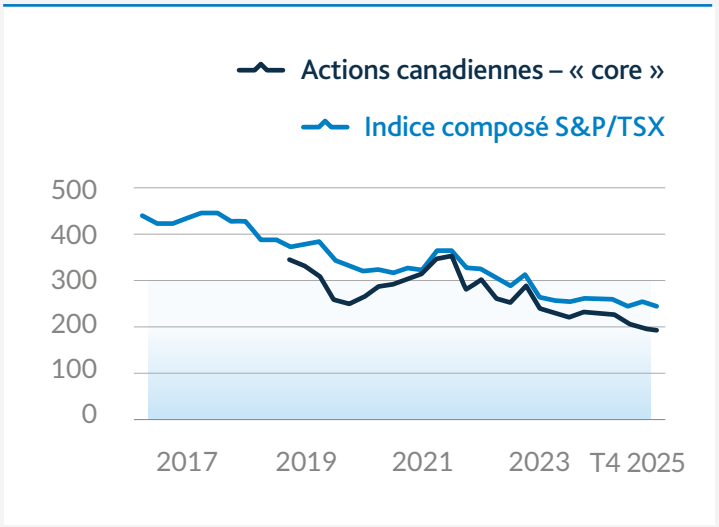
Performance climatique de nos stratégies

Nos stratégies continuent de surpasser leurs indices de référence lorsqu'on compare l'intensité des émissions.



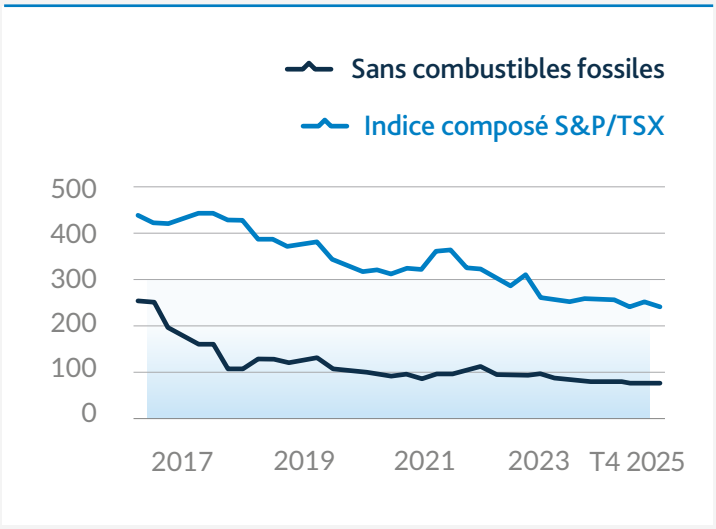
-67,5 %

Différence en intensité carbone par rapport à l'indice de référence au T4 2025 (%)



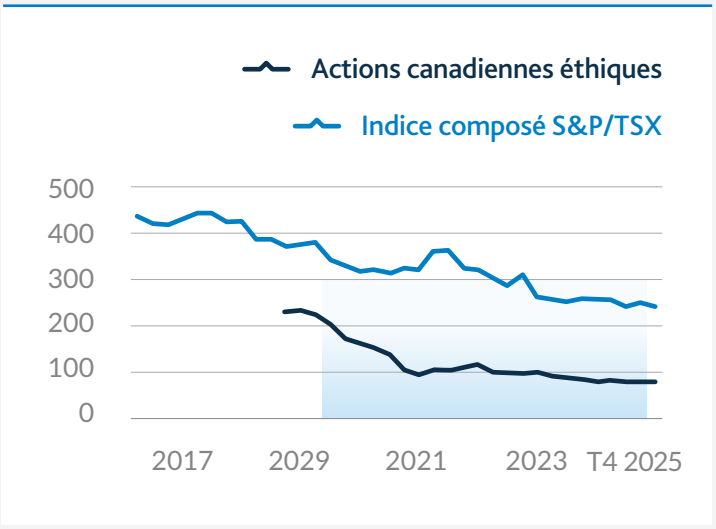
-20,9 %

Différence en intensité carbone par rapport à l'indice de référence au T4 2025 (%)



-67,9 %

Différence en intensité carbone par rapport à l'indice de référence au T4 2025 (%)



-67,4 %

Différence en intensité carbone par rapport à l'indice de référence au T4 2025 (%)

Source : Données de MSCI pour la période allant du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2025.

Notes de fin

1 Composition actuelle de l'équipe au 30 septembre 2026.

2 Se rapporte à notre portefeuille phare d'actions canadiennes.

3 Au 4e trimestre de 2025.

4 Climate alliance loses last big Canadian bank as RBC withdraws, article publié le 31 janvier 2025 dans The Globe and Mail. https://www.theglobeandmail.com/business/article-climate-alliance-loses-last-big-canadian-bank-as-rbc-withdraws

5 Se rapporte à notre portefeuille phare d'actions canadiennes.

6 Au 4e trimestre de 2025.

7 Sociétés qui se sont engagées ou qui prévoient de s'engager à atteindre des cibles à court terme de réduction des émissions fondées sur des données scientifiques et validées par l'initiative Science Based Targets (SBTi) ou par une initiative de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ).

8 Se rapporte à notre portefeuille phare d'actions canadiennes.

9 Au 4e trimestre de 2025.

10 Se rapporte à notre portefeuille phare d'actions canadiennes.

11 Au 4e trimestre de 2025.

12 Les objectifs d'engagement peuvent être atteints par voie d'engagements directs avec les entreprises ou par notre collaboration avec d'autres institutions financières.

13 Un objectif d'engagement est jugé « Atteint » si une société en portefeuille indique qu'un objectif fixé par l'équipe Actions canadiennes dans le cadre de son engagement auprès de la société a été atteint.

14 Un objectif d'engagement est jugé « En cours » si l'équipe Actions canadiennes a communiqué à une société en portefeuille un objectif qu'elle a fixé dans le cadre d'un engagement, mais que cet objectif n'a pas encore été atteint.

15 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient le pourcentage de leur personnel issu des communautés autochtones.

16 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient la proportion de leurs dépenses auprès de fournisseurs autochtones.

17 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui se sont engagées à obtenir une accréditation de partenariat en relations autochtones (PAIR) ou qui l'ont obtenue.

18 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui offrent une formation en cybersécurité à leur personnel.

19 Moyenne simple de la note Glassdoor des sociétés en portefeuille.

20 Moyenne simple de la croissance de l'emploi sur cinq ans dans les sociétés en portefeuille. La croissance de l'emploi peut résulter de la croissance interne, de fusions ou de désinvestissements.

21 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique de santé et sécurité.

22 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique en matière de dénonciation.

23 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient les émissions de GES liées à leurs activités.

24 Sociétés qui se sont engagées ou qui prévoient de s'engager à atteindre des cibles à court terme de réduction des émissions fondées sur des données scientifiques et validées par l'initiative Science Based Targets (SBTi) ou par une initiative de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ).

25 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique d'efficacité énergétique.

26 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique d'utilisation de l'eau.

27 Moyenne simple de l'ancienneté des chefs de la direction des sociétés en portefeuille.

28 Pourcentage des sociétés dont l'actionnariat comprend des actionnaires à long terme. Les actionnaires à long terme comprennent les fondateurs ou les parties liées qui détiennent une participation importante dans leur entreprise.

29 Pourcentage des sociétés en portefeuille dont les indicateurs ESG sont liés à la rémunération des dirigeants.

30 Taux d'imposition effectif médian publié par les sociétés en portefeuille.

31 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient de l'information sur la durabilité sur leur site Web ou par l'entremise de rapports sur la durabilité, les facteurs ESG, la responsabilité sociale de l'entreprise ou l'impact.

32 Moyenne simple de l'âge des sociétés en portefeuille. Calculée en soustrayant l'année de fondation de l'année 2025.

33 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient de l'information conforme aux normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB).

34 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient de l'information conforme aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC).

35 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient le pourcentage de leur personnel canadien qui est autochtone.

36 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient la proportion de leurs dépenses auprès de fournisseurs autochtones.

37 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui se sont engagées à obtenir une accréditation de partenariat en relations autochtones (PAIR) ou qui l'ont obtenue.

38 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui offrent une formation en cybersécurité à leur personnel.

39 Moyenne simple de la note Glassdoor des sociétés en portefeuille.

40 Moyenne simple de la croissance de l'emploi sur cinq ans dans les sociétés en portefeuille. La croissance de l'emploi peut résulter de la croissance interne, de fusions ou de désinvestissements.

41 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique de santé et sécurité.

42 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique en matière de dénonciation.

43 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient les émissions de GES liées à leurs activités.

44 Sociétés qui se sont engagées ou qui prévoient de s'engager à atteindre des cibles à court terme de réduction des émissions fondées sur des données scientifiques et validées par l'initiative Science Based Targets (SBTi) ou par une initiative de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ).

45 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique d'efficacité énergétique.

46 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique d'utilisation de l'eau.

47 Moyenne simple de l'ancienneté des chefs de la direction des sociétés en portefeuille.

48 Pourcentage des sociétés dont l'actionnariat comprend des actionnaires à long terme. Les actionnaires à long terme comprennent les fondateurs ou les parties liées qui détiennent une participation importante dans leur entreprise.

49 Pourcentage des sociétés en portefeuille dont les indicateurs ESG sont liés à la rémunération des dirigeants.

50 Taux d'imposition effectif médian publié par les sociétés en portefeuille.

51 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient de l'information sur la durabilité sur leur site Web ou par l'entremise de rapports sur la durabilité, les facteurs ESG, la responsabilité sociale de l'entreprise ou l'impact.

52 Moyenne simple de l'âge des sociétés en portefeuille. Calculée en soustrayant l'année de fondation de l'année 2025.

53 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient de l'information conforme aux normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB).

54 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient de l'information conforme aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC).

55 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient le pourcentage de leur personnel canadien qui est autochtone.

56 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient la proportion de leurs dépenses auprès de fournisseurs autochtones.

57 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui se sont engagées à obtenir une accréditation de partenariat en relations autochtones (PAIR) ou qui l'ont obtenue.

58 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui offrent une formation en cybersécurité à leur personnel.

59 Moyenne simple de la note Glassdoor des sociétés en portefeuille.

60 Moyenne simple de la croissance de l'emploi sur cinq ans dans les sociétés en portefeuille. La croissance de l'emploi peut résulter de la croissance interne, de fusions ou de désinvestissements.

61 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique de santé et sécurité.

62 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique en matière de dénonciation.

63 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient les émissions de GES liées à leurs activités.

64 Sociétés qui se sont engagées ou qui prévoient de s'engager à atteindre des cibles à court terme de réduction des émissions fondées sur des données scientifiques et validées par l'initiative Science Based Targets (SBTi) ou par une initiative de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ).

65 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique d'efficacité énergétique.

66 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui ont adopté une politique d'utilisation de l'eau.

67 Moyenne simple de l'ancienneté des chefs de la direction des sociétés en portefeuille.

68 Pourcentage des sociétés dont l'actionnariat comprend des actionnaires à long terme. Les actionnaires à long terme comprennent les fondateurs ou les parties liées qui détiennent une participation importante dans leur entreprise.

69 Pourcentage des sociétés en portefeuille dont les indicateurs ESG sont liés à la rémunération des dirigeants.

70 Taux d'imposition effectif médian publié par les sociétés en portefeuille.

71 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient de l'information sur la durabilité sur leur site Web ou par l'entremise de rapports sur la durabilité, les facteurs ESG, la responsabilité sociale de l'entreprise ou l'impact.

72 Moyenne simple de l'âge des sociétés en portefeuille. Calculée en soustrayant l'année de fondation de l'année 2025.

73 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient de l'information conforme aux normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB)

74 Pourcentage des sociétés en portefeuille qui publient de l'information conforme aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC).

75 Taux de blessures fondés sur les critères de déclaration de la Federal Railroad Administration (FRA). Nombre de blessures par 200 000 heures-personnes.

76 Taux d'accidents fondés sur les critères de déclaration de la Federal Railroad Administration (FRA). Nombre d'accidents par million de milles-trains.

77 Un objectif d'engagement est jugé « Atteint » si une société en portefeuille indique qu'un objectif fixé par l'équipe Actions canadiennes dans le cadre de son engagement auprès de la société a été atteint.

78 Un objectif d'engagement est jugé « En cours » si l'équipe Actions canadiennes a communiqué à une société en portefeuille un objectif qu'elle a fixé dans le cadre d'un engagement, mais que cet objectif n'a pas encore été atteint. Un objectif d'engagement est jugé « Peu probable » lorsqu'il est peu probable qu'une société en portefeuille atteigne un objectif fixé par l'équipe Actions canadiennes après que celui-ci lui a été communiqué dans le cadre d'un engagement.

79 RED *(Red Flag Early Detection)* est un outil exclusif de gestion des risques développé par l'équipe Actions canadiennes afin de veiller à ce qu'aucun développement important au sein des sociétés en portefeuille ne passe inaperçu. Le système repose sur trois volets : un examen trimestriel des indicateurs fondamentaux de l'entreprise, une analyse continue des documents de sociétés et des publications de tiers à la recherche de mots-clés pouvant signaler des préoccupations émergentes, ainsi qu'une comparaison annuelle des documents déposés par les sociétés afin de repérer les changements d'une année à l'autre qui méritent une analyse plus approfondie. Ensemble, ces mécanismes procurent un niveau de vigilance supplémentaire au-delà des recherches quotidiennes de l'équipe, dans le but de détecter le plus tôt possible les signes précurseurs de problèmes potentiels.

80 *Investor Engagement Yields Major Changes to Indigenous Rights at Canada's Largest Bank*, article publié le 7 mars 2024. https://www.ubcic.bc.ca/investor_engagement_yields_major_changes_to_indigenous_rights_at_canadas_largest_bank

81 *Redwashing Extraction: Indigenous Relations at Canada's Big Five Banks*, rapport publié en août 2022. https://yellowheadinstitute.org/wp-content/uploads/2024/01/Redwashing-Extraction-YI-Special-Report-8.22-2_compressed-1.pdf

82 Rapport final du Groupe d'experts sur la finance durable, 2019. https://publications.gc.ca/collections/collection_2019/eccc/En4-350-2-2019-eng.pdf

83 Engagement climatique Canada, 12 janvier 2025. https://climateengagement.ca/about/

84 Climate Action 100+, 12 janvier 2025. https://www.climateaction100.org/about/

85 Coalition canadienne pour une bonne gouvernance, 12 janvier 2025. https://ccgg.ca/mission-and-vision/

86 Les cibles constituent des aspirations, sont prospectives et ne représentent pas le rendement réel. Rien ne garantit qu'elles seront atteintes et les résultats réels peuvent varier considérablement.

87 Les cibles constituent des aspirations, sont prospectives et ne représentent pas le rendement réel. Rien ne garantit qu'elles seront atteintes et les résultats réels peuvent varier considérablement.

Renseignements importants

Fiera Capital Corporation (« Fiera Capital ») est une société mondiale indépendante de gestion d'actifs cotée à la Bourse de Toronto (symbole FSZ) qui offre des solutions multiactifs personnalisées sur les marchés publics et privés. Aux États-Unis, les services de conseils en placement ne sont offerts que par l'intermédiaire des sociétés affiliées de Fiera Capital qui sont inscrites auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission (« SEC ») ou qui exercent leurs activités en vertu d'une dispense applicable. L'inscription auprès de la SEC n'implique pas de niveau de compétence ou de formation précis.

Le présent document est confidentiel et destiné uniquement au destinataire. Il ne peut être transmis, reproduit ou distribué sans permission. Aucun renseignement contenu dans ce document ne doit être considéré comme une recommandation, une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou de placements, et ne constitue en aucun cas un conseil juridique, fiscal, comptable ou de placement. Les services sont offerts uniquement aux investisseurs qualifiés et conformément aux lois et aux règlements applicables dans chaque territoire pertinent. Les renseignements sont considérés comme exacts à la date de publication, mais peuvent changer sans préavis; aucune garantie n'est fournie et Fiera Capital et ses sociétés affiliées déclinent toute responsabilité quant à leur utilisation.

Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Tout placement comporte un risque inhérent de perte. Les rendements ciblés sont ambitieux, prospectifs et ne représentent pas un rendement réel. Il n'y a aucune garantie que de tels rendements seront atteints, et les résultats réels peuvent varier considérablement. Les mesures (p. ex., les expositions, les ratios et les caractéristiques) sont à titre de référence seulement et peuvent ne pas tenir compte de tous les facteurs pertinents. Des mesures différentes peuvent mener à des conclusions très différentes; les placements précis mentionnés sont fournis à titre indicatif seulement et peuvent ne pas représenter l'ensemble du portefeuille, les placements passés ou futurs. Les indices ne sont pas gérés, on ne peut pas y investir, et ne tiennent pas compte des frais ou des charges. Les comparaisons avec les indices sont fournies à titre indicatif, et les positions du portefeuille peuvent différer considérablement de celles de tout indice. Toutes les stratégies de placements comportent des risques, notamment des risques liés au marché, à l'économie, aux finances, à l'exploitation, à la liquidité, à l'évaluation et à la réglementation. Certaines stratégies peuvent avoir recours à l'effet de levier, à des produits dérivés ou à des placements concentrés, ce qui peut accroître la volatilité et le risque de perte. Aucune stratégie, approche de diversification ou technique de gestion du risque ne peut éliminer le risque ou garantir les rendements dans toutes les conjonctures de marché. Les investisseurs devraient examiner les documents constitutifs pertinents et consulter leurs propres conseillers avant de prendre des décisions de placement.

Les objectifs, engagements ou initiatives liées aux facteurs ESG (environnement, social, de gouvernance) ou à l'impact mentionnés dans le présent document sont volontaires, peuvent ne pas s'appliquer uniformément à toutes les stratégies et peuvent être modifiés ou abandonnés à la discrétion de Fiera Capital. Les processus liés aux facteurs ESG ne garantissent pas de résultats de placement précis.

CE DOCUMENT EST PUBLIÉ PAR : Marchés mondiaux d'Abu Dhabi : Fiera Capital (UK) Limited qui est réglementée par la Financial Services Regulatory Authority; **Îles Caïmans** : Fiera Capital (Asie), L.P. qui est réglementée par la Cayman Islands Monetary Authority; **Espace économique européen (EEE)** : Fiera Capital (Germany) GmbH, qui est autorisée et réglementée par la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht; **Hong Kong** : Fiera Capital (Asia) Hong Kong Limited, qui est réglementée par la Securities & Futures Commission of Hong Kong; **Singapour** : Fiera Capital (Asia) Singapore Pte. Ltd. qui est réglementée par l'autorité monétaire de Singapour; **Royaume-Uni** : Fiera Capital (UK) Limited et Fiera Real Estate UK, qui sont autorisées et réglementées par la Financial Conduct Authority; **États-Unis** : Fiera Capital Inc., Fiera Capital (UK) Limited et Fiera Comox Partners Inc. sont inscrites à titre de conseillers en placement auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC).

Vous trouverez d'autres renseignements sur l'inscription et les permis à l'adresse :

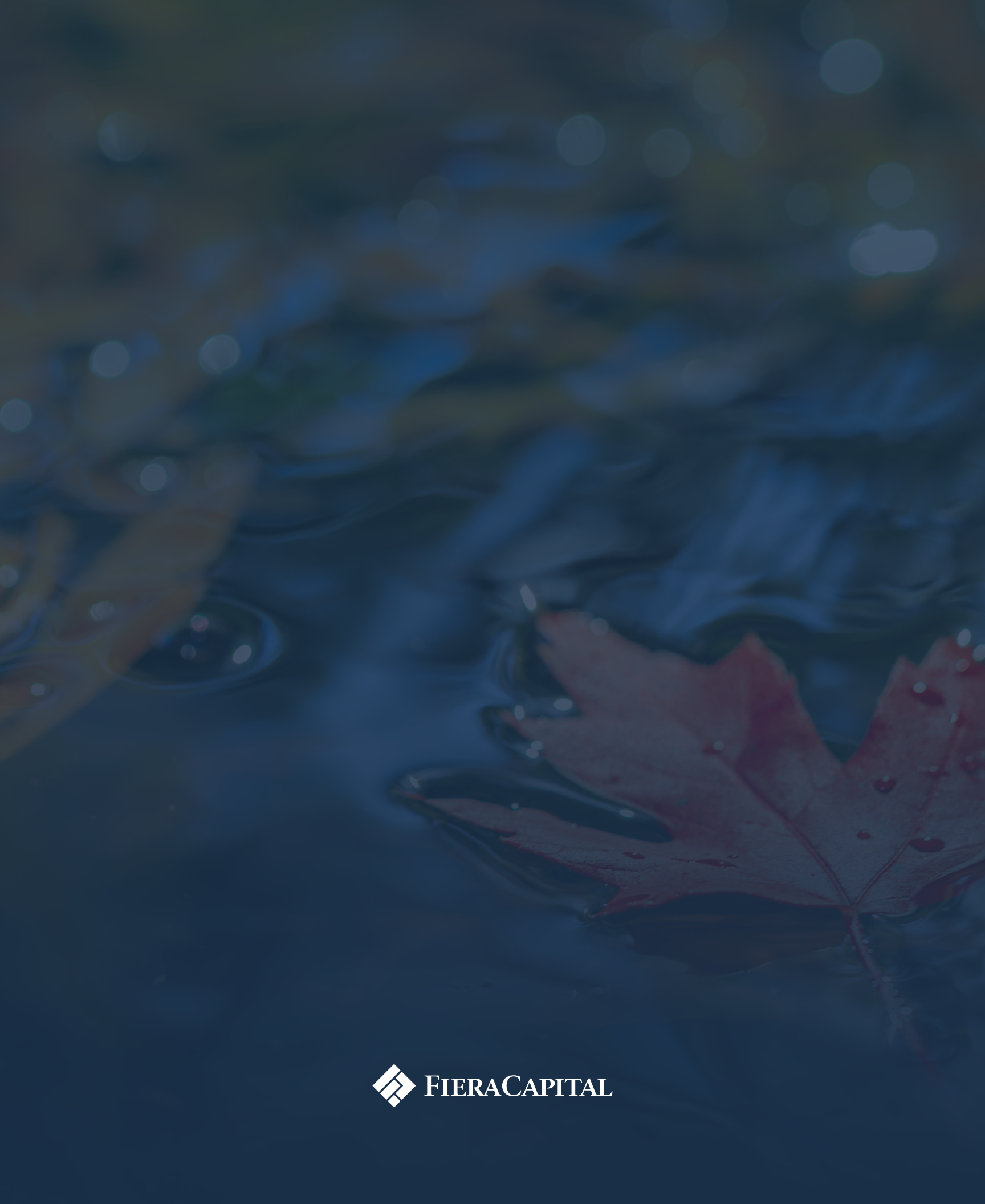
www.fieracapital.com/fr/inscriptions-et-autorites.

Version STRFRE005





fiera.com


FIERA CAPITAL